



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Docaposte

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Docaposte

45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94200 IVRY-SUR-SEINE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Docaposte

45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier - 94200 IVRY-SUR-SEINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'associé unique de la société DOCAPOSTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DOCAPOSTE S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Docaposte procède tous les ans à des tests de valorisation de ses titres de participation et malis techniques, qui représentent un montant net de 434,1 millions d'euros au 31 décembre 2022, selon la méthode décrite dans la note « Participations et autres titres immobilisés » du chapitre « Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues » de l'annexe. Nos travaux d'appréciation de ces évaluations ne nous ont pas conduits à relever d'éléments susceptibles de remettre en cause le caractère raisonnable des hypothèses retenues et des chiffrages qui en résultent.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 5 juin 2023

KPMG SA

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Stéphanie Millet'. The signature is fluid and cursive, with a large initial 'S'.

Stéphanie MILLET

Associée

COMPTES ANNUELS

Société : DOCAPOSTE

Forme juridique : Société par actions simplifiée

Siège social : 45 boulevard Paul Vaillant Couturier CS 50108 94766 Ivry sur Seine Cedex

Date de clôture : 31/12/2022

COMPTES ANNUELS	1
BILAN - ACTIF	4
BILAN - PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT	6
COMPTE DE RESULTAT (suite)	7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS	8
1 Faits caractéristiques de l'exercice	9
2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues	11
• Participations et autres titres immobilisés	14
• Valeurs mobilières de placement	14
• Stocks	14
• Créances	14
• Provisions réglementées	15
• Provisions pour risques et charges	15
• Engagements de retraite et assimilés	15
• Changement de méthode	16
• Opérations en devises	16
• Evénements postérieurs à la clôture	16
3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan	17
• Immobilisations corporelles et incorporelles	17
• Amortissements et Dépréciations	18
• Provisions pour risques et charges	19
• Liste des filiales et participations	20
.....	20
• Les provisions sur immobilisations financières ont connu l'évolution suivante :	21
• Composition du capital social	21
• Tableau de variation des capitaux propres	22
• Créances et Dettes	23
• Charges à payer	24
• Produits à recevoir	24
• Charges et Produits constatés d'avance	25
4 Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat	25
• Chiffre d'affaires	25

• Charges et Produits Exceptionnels.....	26
• Résultat et Impôt sur le bénéfice.....	26
• Affectation du Résultat N-1	27
• Situation Fiscale.....	27
• Fiscalité latente.....	28
5 Autres informations	29
• Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan.....	29
• Effectif	30
• Rémunérations allouées aux membres des organes de direction.....	30
• Honoraires des Commissaires aux Comptes	30
• Société Consolidante.....	30

BILAN - ACTIF

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	315 038	292 978	22 061	52 321
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	45 669	45 669		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	360 707	338 647	22 061	52 321
Terrains				
Constructions	456 654	182 662	273 992	319 658
Installations techniques, matériel				
Autres immobilisations corporelles	2 553 144	1 250 146	1 302 998	1 539 670
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	3 009 798	1 432 807	1 576 991	1 859 328
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	686 086 105	251 991 286	434 094 819	425 072 555
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	77 995 028		77 995 028	77 994 697
Autres immobilisations financières	1 033 824		1 033 824	983 112
TOTAL immobilisations financières	765 114 957	251 991 286	513 123 671	504 050 364
Total Actif Immobilisé (II)	768 485 462	253 762 739	514 722 723	505 962 012
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	183 158		183 158	61 984
Clients et comptes rattachés	3 151 072	20 075	3 130 996	12 185 684
Autres créances	189 817 171	55 896 722	133 920 449	143 030 205
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	192 968 243	55 916 797	137 051 446	155 215 889
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	3 307 547		3 307 547	693 325
TOTAL Disponibilités	3 307 547		3 307 547	693 325
Charges constatées d'avance	1 527 152		1 527 152	1 536 346
TOTAL Actif circulant (III)	197 986 100	55 916 797	142 069 302	157 507 545
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	966 471 562	309 679 537	656 792 025	663 469 557

BILAN - PASSIF

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé :)	89 446 010	89 446 010
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	875 762	875 762
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	875 762	875 762
Report à nouveau	-75 748 637	-66 522 374
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-44 284 172	-9 226 263
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	791 604	791 604
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-28 919 433	15 364 739
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	3 770 000	6 961 000
Provisions pour charges	562 724	835 931
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	4 332 724	7 796 931
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2	
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	518 934 360	482 303 432
TOTAL Dettes financières	518 934 362	482 303 432
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	522 334	4 823 547
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 138 699	6 722 908
Dettes fiscales et sociales	2 288 474	2 464 942
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 220	5 130
Autres dettes	154 493 645	143 987 928
TOTAL Dettes d'exploitation	162 444 372	158 004 455
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	681 378 734	640 307 887
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	656 792 025	663 469 557

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	17 822 869		17 822 869	35 111 414
Chiffres d'affaires nets	17 822 869		17 822 869	35 111 414
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 333	4 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			4 689 674	2 680 869
Autres produits			37 482	3 328
Total des produits d'exploitation (I)			22 551 358	37 799 611
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			-36	-102
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			15 302 414	28 205 632
Impôts, taxes et versements assimilés			245 533	293 133
Salaires et traitements			4 565 412	4 790 972
Charges sociales			2 422 672	2 310 731
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	370 372	348 086
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	76 684	79 202
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		500 000
Autres charges			249 779	207 134
Total des charges d'exploitation (II)			23 232 830	36 734 787
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-681 471	1 064 824
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participations			20 065 000	16 596 064
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			1 734 001	1 733 339
Autres intérêts et produits assimilés			742 097	
Reprises sur provisions et transferts de charges			11 712 000	18 002 457
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			34 253 098	36 331 860
Dotations financières aux amortissements et provisions			52 251 245	22 975 134
Intérêts et charges assimilées			10 754 770	8 696 890
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			63 006 015	31 672 024
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			-28 752 917	4 659 836
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-29 434 388	5 724 660

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	7 011 450	32 036 098
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (VII)	7 011 450	32 036 098
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	170	20 953
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 526 064	46 974 168
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	3 335 000	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	21 861 234	46 995 121
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-14 849 784	-14 959 023
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IV)		
Impôts sur les bénéfices (X)		-8 100
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	80 329 907	106 167 569
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	124 614 079	115 393 832
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-44 284 172	-9 226 263

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Société : DOCAPOSTE

Exercice : 2022

1 Faits caractéristiques de l'exercice

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, la société a poursuivi sa politique d'assistance, de conseil, d'animation et de contrôle auprès de ses sociétés filiales.

En tant que société holding animatrice du Groupe, la société définit les plans stratégiques et s'assure du suivi de leur mise en œuvre. De plus, elle fixe les objectifs annuels de toutes les sociétés du Groupe et s'assure de l'atteinte des résultats.

Enfin, la société définit la politique de croissance externe du Groupe et en assure le financement auprès du Groupe La Poste, son actionnaire unique.

Malgré des capitaux propres négatifs à la clôture et besoins de trésorerie à moyen terme, l'hypothèse de continuité d'exploitation n'est pas remise en cause compte tenu de l'engagement de soutien financier apporté par le groupe La Poste.

- **Acquisition de la société OPENVALUE :**

La société Openvalue a été rachetée par le Groupe La Poste via sa filiale LP11 en Avril 2021. L'activité de la société (développement de solutions autour du Big Data et de l'intelligence artificielle) étant en forte synergies avec celles de Docaposte, les titres de Openvalue ont été cédés à Docaposte SAS en Septembre 2022.

Acquisition de 1.434.377 titres sur 1.792.972 titres composant le capital social pour un montant de 18.316.792,30 €

% de détention = 80 %

- **Prise de participation complémentaire dans la société AR24 :**

Dans le cadre de l'évolution d'un de ses actionnaires minoritaires, Docaposte a racheté ses parts au cours de l'année, portant ainsi sa détention de 55.06% à 80.24%.

Achat de 2964 titres le 19/07/22 pour 4.488.474 €

% de détention = Passage de 55,06 % à 80,24 %

- **Prise de participation complémentaire dans la société INDEX EDUCATION DEVELOPPEMENT (IED):**

Le plan d'actions Gratuites de Index Education Développement est arrivé à échéance fin 2021 avec effet en Janvier 2022. Dans ce cadre, Docaposte SAS s'est porté acquéreur de ces titres, conformément aux dispositions du SPA, faisant ainsi passer sa détention de IED de 79.3% à 80%.

Achat de 1.288.347 titres à 6 minoritaires dans le cadre d'un plan d'attribution gratuite d'actions (AGA) pour 3.085.075,74€

% de détention = Passage de 79,30 % à 80,00 %

- **Cession de la société BRETAGNE ROUTAGE :**

La cession de 100% des titres représentant le capital de cette société s'est faite en date du 07/12/2022 pour un euro symbolique

- **Cession des titres détenus dans la société CARE SIMPLE (ex TACTIO) :**

La participation dans la société CARE SIMPLE (au Canada) n'est plus dans la ligne stratégique de Dicaposte. Une cession de ces titres a donc été organisée.

Cession de 29,23% des titres de la société CARE SIMPLE pour un montant de 2.790.000 € en date du 30/11/2022.

- **Cession des titres détenus dans la société TRADIM :**

La participation dans la société TRADIM (traitement de déchets) n'est plus dans la ligne stratégique de Dicaposte. Une cession de ces titres a donc été organisée.

Cession de 18,63% des titres de la société TRADIM pour un montant de 4.221.000 € en date du 20/07/2022.

- **Souscription à 100 % à une augmentation de capital de la société INADVANS :**

La politique de croissance externe du Groupe Dicaposte s'est poursuivie en 2022. La société HEVA a ainsi été acquise en Avril 2022. Opérant dans le domaine de la E-Santé, cette nouvelle filiale a été acquise par la filiale INADVANS de Dicaposte, elle-même spécialisée dans ce domaine.

Afin de permettre cette acquisition, Dicaposte SAS a financé le rachat via une augmentation de capital de INADVANS à due concurrence de la valeur des titres.

Souscription à 18.600.000 titres de nominal 0,5 € pour un montant donc de 9.300.000 € le 30/03/2022 amenant le capital à être constitué de 18.703.334 titres.

Nouveau capital social après augmentation de capital : 9.351.667 €

- **Transmission Universelle de Patrimoine de la société CER dans BPO :**

En date du 01/02/2022, une opération de TUP été opérée entre la société BPO (société absorbante) et la société CER (société absorbée). Cette opération s'inscrit dans la volonté de simplifier la structuration juridique de nos activités au Maroc. Cette opération a généré un mali de fusion de 1.382 K€ porté en charges financières au compte de résultat de la société BPO.

- **Acquisition de la société BOOMKR par EUKLES suivie d'une Transmission Universelle de Patrimoine de la société BOOMKR dans EUKLES :**

En date du 11/07/2022, la société EUKLES a acquis la société BOOMKR (solutions de protection cyber à destination des PME/ETI) pour un montant de 1.400 K€, 1.250 K€ ayant été versés par la société EUKLES aux cédants le 28/07/2022 et 150 K€ ayant été séquestrés en garantie du complément de prix conditionné.

Au 01 septembre 2022, une opération de TUP été opérée entre la société EUKLES (société absorbante) et la société BOOMKR (société absorbée) afin de faciliter l'intégration rapide dans le Groupe. Cette opération a généré un mali technique de 1.349 K€ porté à l'actif du bilan d'EUKLES.

- **Acquisition du fonds de Commerce EasyConsent par BPO :**

En date du 29/07/2022, la société BPO a acquis le fonds de commerce EasyConsent (solution digitale pour le consentement éclairé des patients) auprès de la société CALIMED, pour 2 500 K€.

- **Acquisition de la société HEVA par INADVANS :**

En date du 29/03/2022, la société INADVANS a acquis 100% des 5.568 titres de valeur nominale 10 € composant le capital de la société HEVA pour un montant de 9.649 K€.

- **Autres Opérations réalisées au sein du Groupe DOCAPOSTE :**

Un complément de prix a été acquitté au titre de rachats antérieurs à 2022 pour la société PROSOFTTEAM pour la part relative aux conditions réalisées au titre de 2021 et ce, en conformité avec la part variable figurant dans les clauses des contrats d'acquisition de ces sociétés pour un montant total de 250 K€.

Par ailleurs, un ajustement de prix a été versé dans le cadre de l'acquisition de la société DOCAPOSTE Trust & SIGN fin 2021 (sur la base de l'arrêté définitif de la dette nette) pour 153 572 €.

2 Règles comptables et méthodes d'évaluation retenues

Les comptes annuels de l'exercice sont établis conformément aux dispositions du Règlement ANC 2016-07 du 04 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et, à défaut de dispositions particulières au Code de Commerce.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Non compensation.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC n° 2015-05 prévoit que les écarts de change sur créances et dettes commerciales ne sont plus classés en résultat financier, mais obligatoirement en résultat d'exploitation.

Ce règlement est applicable aux exercices ouverts depuis le 01/01/2017.

Les informations ci-après constituent l'annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2022

Dont le total est 656 792 025 €.

Et au compte de résultat qui dégage une perte de 44 284 172 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022

• Immobilisations corporelles

Les éléments corporels sont évalués :

- Au coût d'acquisition, qui correspond au prix d'achat majoré des frais accessoires (biens acquis à titre onéreux)
- Au coût de production (biens produits),
- A la valeur vénale (biens acquis à titre gratuit).

Diminués des amortissements et des pertes de valeur.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif, en fonction de la durée de vie prévue :

Catégorie	Mode d'amortissement	Durée
Installations techniques	LINEAIRE	10 ANS
Installations et agencements	LINEAIRE	5 A 10 ANS
Matériel de bureau et informatique	LINEAIRE OU DEGRESSIF	1 ANS A 3 ANS
Matériel de transport	LINEAIRE	5 ANS
Mobilier de bureau	LINEAIRE	3 ANS A 10 ANS

Les constructions et aménagements d'immeubles pris à bail sont amortis sur 10 ans, soit sur la durée du bail, sans que cette dernière ne puisse excéder 10 ans (baux commerciaux).

• Immobilisations incorporelles

Les coûts d'entrée des immobilisations incorporelles sont constitués de :

. Du prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables et tous les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de leur utilisation

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges. Ces immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur une durée de 3 à 5 ans.

. Des coûts de développement des immobilisations incorporelles répondant aux conditions de comptabilisation sont immobilisés pour leur coût de production et amortis sur une durée linéaire de 3 à 5 ans à compter de la mise en service.

- Fonds commercial

Les dispositions relatives à l'amortissement et à la dépréciation des immobilisations incorporelles et en particulier le fonds commercial ont été modifiées par le règlement 2015-06 de l'ANC.

S'agissant du fonds commercial à durée de vie non limitée, une dépréciation est constatée lorsque sa valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

La valeur d'inventaire est déterminée par les flux de trésorerie directement générés par le fonds commercial lui-même.

S'il est indissociable de l'activité, cette valeur est appréciée avec l'ensemble des autres éléments qui le composent

Lorsque la durée d'utilisation du fonds commercial est considérée comme limitée, au regard de critères techniques, juridiques ou économiques, il est amortissable sur cette durée.

- **Nouveau Plan d'Amortissement**

Dans cadre du chantier d'harmonisation des méthodes d'estimation au sein du Groupe, le plan d'amortissement des biens immobilisés a été révisé au 01 janvier 2019 ;

Le plan d'amortissement ci-après a pris effet au 01 janvier 2019 et ne concerne que les biens entrés à partir de cette date.

Compte	Libellé compte	Mode	Durée (En Nbre d'année)
201100	FRAIS DE CONSTITUTION	Linéaire	3
203000	FRAIS DE R&D	Linéaire	5
205000	CONCESSIONS BREVETS & DROITS	Linéaire	5
205100 / 205150	LOGICIELS	Linéaire	3 ou 5
207100	MARQUES	Linéaire	10
208000	AUTRES IMMOS INCORPORELLES	Linéaire	3
213100	CONSTRUCTIONS - GROS OEUVRES	Linéaire	80
213500	CONSTRUCTIONS - PETITS EQUIPTS	Linéaire	10
214500	INSTAL GÉN, AGENCEMENTS CONSTR	Linéaire	10
215400	MATÉRIELS INDUSTRIELS	Linéaire	6
215500	OUTILLAGE INDUSTRIEL	Linéaire	6
215700	AGENCEMENTS MAT ET OUTIL IND	Linéaire	6
218100	INSTAL GÉN, AGENCEMENTS DIVERS	Linéaire	6
218200	MATÉRIEL DE TRANSPORT	Linéaire	5
218300	MAT. DE BUREAU ET MAT INFORMATIQUE	Linéaire	3
218400	MOBILIER	Linéaire	10

Les plans d'amortissement des biens existants avant cette date continuent à produire leur effet.

- **Participations et autres titres immobilisés**

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont comptabilisés initialement au prix auquel ils ont été acquis.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés en charge.

Des dépréciations sont enregistrées lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur d'acquisition, à la date de clôture.

La valeur d'inventaire est déterminée par référence aux méthodes des flux de trésorerie futurs actualisés de l'ensemble considéré.

En cas de cession, la valeur d'inventaire est déterminée par référence à la valeur vénale.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition, hors frais d'acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les valeurs mobilières sont dépréciées afin de tenir compte :

- . Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice,
- . Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.
- . Pour les titres d'OPCVM, la valeur actuelle retenue est la valeur liquidative sous déduction des frais de sortie

- **Stocks**

Le coût d'acquisition des matières premières et marchandises comprend le prix d'achat et l'ensemble des frais accessoires d'achat qui lui sont directement rattachables

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

La valeur des stocks de biens fongibles est définie sur la base de la méthode du Coût Moyen Unitaire Pondéré. La valorisation des biens non fongibles est définie sur la base de leur coût d'entrée individuel.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure à la valeur de réalisation, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour la différence.

- **Créances**

Les créances, dont les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les dépréciations des créances commerciales sont déterminées à la suite d'un examen individualisé en tenant compte de l'antériorité, du risque de non recouvrement et des données issues de l'exploitation.

- **Provisions réglementées**

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant les modalités énoncées ci-avant.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles et produits exceptionnels, aux postes « Dotations aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires » et « Reprises aux provisions réglementées – amortissements dérogatoires ».

- **Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2000-06 du 07/12/2000 sur les passifs qui prévoit qu'un passif soit comptabilisé lorsque l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressource au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

- **Engagements de retraite et assimilés**

La société applique l'option prévue par la recommandation 2013-02 du 07 novembre 2013 de l'ANC qui prévoit la comptabilisation des engagements retraite et assimilés au bilan.

La provision inscrite au bilan au titre des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies correspond à la valeur actuelle de l'obligation à la date de clôture.

Les écarts actuariels issus des ajustements liés à l'expérience et des effets de changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés en Résultat Exploitation.

Le coût des services rendus est comptabilisé en Résultat Exploitation

Les charges d'intérêts sont comptabilisées en résultat financier

Un taux d'actualisation de 3,70 % en 2022 contre 0,90 % en 2021.

Taux d'augmentation des salaires : 2 % inchangé

Table de taux de rotation : Taux de 0 % à 12 % en fonction de l'âge des salariés

En lien avec la décision de l'IFRS IC validée par l'IASB en mai 2021, sur la période d'étalement des engagements sociaux dans les régimes de retraite à prestations définies et plafonnées en durée, l'ANC a mis à jour sa recommandation relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite (Rec. ANC 2013-02 du 7-13-2013 modifiée le 5-11-2021) et a introduit un choix de méthode comptable concernant la répartition des droits à prestations pour certains régimes à prestations définies.

La société a décidé d'opter pour un étalement qui est désormais réalisé sur le nombre d'années correspondant à celui qui sera retenu au moment du départ du salarié pour déterminer le montant de son indemnité de départ.

La modification qui en résulte constitue un changement de méthode comptable qui a conduit à comptabiliser dans les comptes l'impact à l'ouverture de l'exercice en report à nouveau.

Valeur comptable à l'ouverture :	835.931 €
Impact du changement de méthode	
Provisions constituées au cours de l'exercice	84.207 €
Reprise constatée au cours de l'exercice :	357.414 €
Montant de la provision au 31/12/2022 :	562.724 €

- **Changement de méthode**

Aucun changement de méthode n'est intervenu.

- **Opérations en devises**

Les charges et les produits libellés en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités libellés en devises sont converties et comptabilisées en euros sur la base du taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et des créances en devises à la fin de l'exercice est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

Conformément au règlement ANC n° 2015-05 les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés en résultat d'exploitation

Les écarts de change consécutifs aux opérations financières sur les comptes de devises sont exclus de ce dispositif.

- **Evénements postérieurs à la clôture**

L'actionnaire unique LA POSTE de DOCAPOSTE SAS a décidé de procéder à une augmentation de capital de la société en date du 31/03/2023 pour un montant de 166.000.000 € par apport en numéraire pour un montant de 100.000.000 € et par incorporation de créance (prêt) pour un montant de 66.000.000 €.

Une réduction de capital est envisagée dans un deuxième temps par absorption des pertes accumulées afin de reconstituer les capitaux propres (coup d'accordéon).

3 Notes relatives aux Postes de Bilan et Hors Bilan

• Immobilisations corporelles et incorporelles

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	360 707			
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	456 654			
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	385 156		35 234	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 103 783		22 541	
	Emballages récupérables et divers	6 430			
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
TOTAL III		2 952 023		57 775	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	669 823 841		34 788 328	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	78 977 808		1 784 714	
TOTAL IV		748 801 649		36 573 042	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		752 114 380		36 630 817	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virements	Cessions		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			360 707	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui			456 654	
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			420 390	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique			2 126 324	
	Emballages récupérables et divers			6 430	
	Immobilisations corporelles en cours				
	Autres participations				
Créances rattachées à des participations				3 009 798	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		18 526 064	686 086 105	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		1 733 670	79 028 852	
TOTAL IV			20 259 735	765 114 957	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)			20 259 735	768 485 462	

• Amortissements et Dépréciations

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE					
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles		308 387	30 260		338 647		
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui	136 996	45 665		182 662		
	Installations générales, agencements						
Installations techniques, matériels et outillages							
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	173 216	67 519		240 735		
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	782 483	226 928		1 009 410		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 092 695	340 112		1 432 807		
TOTAL GENERAL		1 401 082	370 372		1 771 454		
Cadre B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnelle	
Frais étab							
Autres							
Terrains							
Constructions :							
sol propre							
sol autrui							
install.							
Autres immobilisations :							
Inst. techn.							
Inst gén.							
M. Transport							
Mat bureau.							
Emball.							
CORPO.							
Acquis. de titres							
TOTAL							
Cadre C		Charges réparties sur plusieurs exercices		Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

- **Provisions pour risques et charges**

NATURE DES PROVISIONS	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	791 604			791 604
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I	791 604			791 604
Provisions pour litige	870 000		435 000	435 000
Provisions pour garanties				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	835 931	84 207	357 414	562 724
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		3 335 000		3 335 000
TOTAL II	1 705 931	3 419 207	792 414	4 432 724
Provisions sur immos incorporelles				
Provisions sur immos corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	244 751 286	18 952 000	11 712 000	251 991 286
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks				
Provisions sur comptes clients	22 044	0	1 969	20 075
Autres provisions pour dépréciations	22 605 000	33 291 722		55 896 722
TOTAL III	267 378 330	52 243 722	11 713 969	307 908 083
TOTAL GENERAL	269 875 865	55 662 929	12 506 383	313 032 411
Dont dotations et reprises d'exploitation		76 684	794 383	
Dont dotations et reprises financières		52 251 245	11 712 000	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		3 335 000		
dépréciations des titres mis en équivalence				

- Liste des filiales et participations**

	SOCIETES	% de contrôle	Brut 31/12/2021	Acquisitions (+) / Cessions (-)	Reclassement	Augmentations / Diminution de capital	Brut 31/12/2022
	TITRES CONSOLIDÉS						
21001	Docapost IoT	100,00%	1 000 000,00				1 000 000,00
21009	Docapost BPO IS	65,00%	1 510 457,24				1 510 457,24
21026	Seres	66,00%	1 882 745,36				1 882 745,36
21038	Docapot Arkineo	100,00%	33 336 326,00				33 336 326,00
21039	Docapost E-sante	100,00%	15 034,00				15 034,00
21041	Docapost BPO	100,00%	201 099 534,59				201 099 534,59
21045	Sefas	99,99%	18 517 749,72				18 517 749,72
21054	Maileva	100,00%	1 530 000,00				1 530 000,00
21059	Certinomis	100,00%	188 000,00				188 000,00
21071	Docapost DPS	100,00%	85 180 887,37				85 180 887,37
21101	Docapost CSP	100,00%	37 000,00				37 000,00
21103	Docaposte Localeo	100,00%	8 596 000,00				8 596 000,00
21110	SOFTEAM	100,00%	172 711 322,31				172 711 322,31
21121	AR 24	80,24%	7 176 795,51	4 488 474,00			11 665 269,51
21122	INADVANS	100,00%	3 212 704,00			9 300 000,00	12 512 704,00
21123	INDEX EDUCATION DEVPT	80,00%	69 524 915,57	3 085 075,74			72 609 991,31
21126	KIDSCARE	100,00%	20 000,00				20 000,00
21128	DOCAPOSTE TRUST & SIGN	100,00%	42 591 131,00	153 572,00	-805 586,00		41 939 117,00
21160	Bretagne Routage	100,00%	14 037 000,00	-14 037 000,00			0,00
21196	PROSOFTEAM	100,00%	1 207 348,15	250 000,00			1 457 348,15
22198	OPENVALUE	80,00%		18 316 792,30			18 316 792,30
	Sous-total titres consolidés		663 374 950,82	12 256 914,04	-805 586,00	9 300 000,00	684 126 278,86
	TITRES NON CONSOLIDÉS						
Y21101	Mediapost Vietnam	36,00%	361 325,69				361 325,69
Y21102	CITE DE L'OBJET CONNECTE	36,00%	100 000,00				100 000,00
Y21007	TRADIM	18,63%	499 968,00	-499 968,00			0,00
210098	TACTIO	29,23%	3 989 096,47	-3 989 096,47			0,00
Y21126	ADOBIS	30,00%	1 498 500,00				1 498 500,00
	Sous-total titres non consolidés		6 448 890,16	-4 489 064,47	0,00	0,00	1 959 825,69

• **Les provisions sur immobilisations financières ont connu l'évolution suivante :**

	SOCIETES	Brut 31/12/2022	Dépréciation 31/12/2021	Dotations 2022	Reprises 2022	Dépréciation 31/12/2022	VNC 31/12/2022
	TITRES CONSOLIDÉS						
21001	Docapost IoT	1 000 000,00	-			-	1 000 000,00
21009	Docapost BPO IS	1 510 457,24	-			-	1 510 457,24
21026	Seres	1 882 745,36	-			-	1 882 745,36
21038	Docapost Arkineo	33 336 326,00	-			-	33 336 326,00
21039	Docapost E-sante	15 034,00	7 000,00			7 000,00	8 034,00
21041	Docapost BPO	201 099 534,59	120 687 534,59	14 115 000,00		134 802 534,59	66 297 000,00
21045	Sefas	18 517 749,72	18 517 751,00			18 517 751,00	1,28
21054	Maileva	1 530 000,00	-			-	1 530 000,00
21059	Certinomis	188 000,00	-			-	188 000,00
21071	Docapost DPS	85 180 887,37	85 181 000,00			85 181 000,00	112,63
21101	Docapost CSP	37 000,00	-			-	37 000,00
21103	Docaposte Localéo	8 596 000,00	8 596 000,00			8 596 000,00	-
21110	SOFTEAM	172 711 322,31	-			-	172 711 322,31
21121	AR 24	11 665 269,51	-			-	11 665 269,51
21122	INADVANS	12 512 704,00	-	4 837 000,00		4 837 000,00	7 675 704,00
21123	INDEX EDUCATION	72 609 991,31	-			-	72 609 991,31
21126	KIDSCARE	20 000,00	-			-	20 000,00
21128	PARKERS	41 939 117,00	-			-	41 939 117,00
21160	Bretagne Routage	-	11 712 000,00		11 712 000,00	-	-
21196	PROSOFTEAM	1 457 348,15	-			-	1 457 348,15
22198	OPENVALUE	18 316 792,30	-			-	18 316 792,30
	Sous-total titres consolidés	684 126 278,86	244 701 285,59	18 952 000,00	11 712 000,00	251 941 285,59	432 184 993,27
	TITRES NON CONSOLIDÉS						
Y21101	Mediapost Vietnam	361 325,69	50 000,00			50 000,00	311 325,69
Y21102	CITE DE L'OBJET CONNECTE	100 000,00	-			-	100 000,00
Y21126	ADOBIS	1 498 500,00	-			-	1 498 500,00
	Sous-total titres non consolidés	1 959 825,69	50 000,00	-	-	50 000,00	1 909 825,69
	TOTAL	686 086 104,55	244 751 285,59	18 952 000,00	11 712 000,00	251 991 285,59	434 094 818,96

• **Composition du capital social**

	Nombre au début de l'exercice 2021	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/12/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	8 944 601			8 944 601	10
Actions amorties					
Actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote)					
Actions préférentielles					
Parts sociales					
Certificats d'investissement					
Total	8 944 601			8 944 601	

- **Tableau de variation des capitaux propres**

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminution	Distribution de dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social ou individuel	89 446 010						89 446 010
Primes d'émission, de fusion, d'apport,							
Ecart de réévaluation							
Réserve légale	875 762						875 762
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	-66 522 374				-9 226 263		-75 748 637
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-9 226 263		-44 284 172		9 226 263		-44 284 172
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	791 604						791 604
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 364 739		-44 284 172				-28 919 433

- Créances et Dettes

Cadre A		ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations					
Prêts			77 995 028	814 740	77 180 288
Autres immos financières			1 033 824		1 033 824
TOTAL des créances liées à l'actif immobilisé			79 028 852	814 740	78 214 112
Clients douteux ou litigieux			24 090	24 090	
Autres créances			3 126 981	3 126 981	
Créances représentatives de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés			21 815	21 815	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée		1 092 503	1 092 503	
	Autres impôts		3 302	3 302	
	Etat - divers		94 643	94 643	
Groupes et associés			185 735 591	185 735 591	
Débiteurs divers			2 869 317	2 869 317	
TOTAL des créances liées à l'actif circulant			192 968 243	192 968 243	
Charges constatées d'avance			1 527 152	1 527 152	
TOTAL DES CREANCES			273 524 247	195 310 135	78 214 112
Prêts accordés en cours d'exercice					
Remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		2	2		
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		518 934 360	3 614 360	76 600 000	438 720 000
Fournisseurs et comptes rattachés		5 138 699	5 138 699		
Personnel et comptes rattachés		1 012 580	1 012 580		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		851 048	851 048		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée	358 637	358 637		
	Obligations cautionnées				
	Total des produits exceptionnels	66 209	66 209		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 220	1 220		
Groupes et associés		152 542 519	152 542 519		
Autres dettes		1 951 126	1 951 126		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL DES DETTES		680 856 400	165 536 400	76 600 000	438 720 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice		36 070 000	Emprunts auprès des associés personnes physiques		
Emprunts remboursés en cours d'exercice					

- **Charges à payer**

Charges à payer	Montants 31/12/2022
Intérêts courus	
. Sur emprunts obligataires	
. Sur emprunts et dettes des établissements de crédit	
. Sur emprunts et dettes financières divers	
Total	
Fournisseurs et comptes rattachés	3 565 987
Dettes fiscales et sociales	1 526 332
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	1 365 778
Total	6 458 097
TOTAL DES CHARGES A PAYER	6 458 097

- **Produits à recevoir**

Produits à recevoir	Montants 31/12/2022
Intérêts courus	
. Sur créances immobilisés	814 740
Total	814 740
Créances rattachées à des participations	
Clients et comptes rattachés	298 860
Créances fiscales et sociales	79 043
Autres créances	
Total	377 903
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	1 192 643

- **Charges et Produits constatés d'avance**

	Exploitation	Financier	Exceptionnel	TOTAL
Produits constatés d'avance				
Charges constatées d'avance	1 527 152			1 527 152
TOTAL	1 527 152			1 527 152

4 **Notes relatives aux Postes du Compte de Résultat**

- **Chiffre d'affaires**

Ventilation du chiffre d'affaires	Montant
Répartition par secteur d'activité	
Ventes de marchandises	
Production vendue biens	
Production vendue services	17 822 869
Répartition par marché géographique	
Chiffres d'affaires nets-France	17 822 869
Chiffres d'affaires nets-Export	
Chiffres d'affaires nets	17 822 869

- **Charges et Produits Exceptionnels**

Détail	Produits exceptionnels	Charges exceptionnelles
VNC & Prix de cession titres TRADIM	4 221 449	499 968
VNC & Prix de cession titres TACTIO	2 790 000	3 989 096
VNC & Prix de cession titres BRETAGNE ROUTAGE	1	14 037 000
Prov. pour R&C BRETAGNE ROUTAGE		3 335 000
Régul. amende VIDAL		170
TOTAL	7 011 450	21 861 234

- **Résultat et Impôt sur le bénéfice**

Impôts	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	-29 434 388	
Résultat exceptionnel	-14 849 784	
IS sur résultats antérieurs		
Contribution sociale		
Contribution exceptionnelle		
TOTAL	-44 284 172	

- **Affectation du Résultat N-1**

Affectation du résultat	31/12/2022
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur	-66 522 374
Résultat de l'exercice précédent	-9 226 263
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL Origines	-75 748 637
Affectation aux réserves :	
- légales	
- autres	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	-75 748 637
TOTAL Affectations	-75 748 637

- **Situation Fiscale**

Le taux d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2022 est de 25 %.

Docaposte SAS est membre du groupe d'Intégration Fiscale La Poste.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément

- **Fiscalité latente**

<i>Libellé</i>	<i>31/12/2022</i>	<i>Montant de l'impôt (1)</i>
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	791 604	204 432
Subventions d'investissement		
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif		
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	791 604	204 432
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	562 724	140 681
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Ecart de conversion Passif		
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	1 601	400
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	564 325	141 081

5 Autres informations

- Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

Catégorie d'engagement	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à détailler)				
Loyers Ivry et charges	26 506 729	5 528 546	20 978 183	0
Redevances logiciels et maintenance	213 037	147 435	65 601	0
A. Total engagements liés à l'exploitation	26 719 766	5 675 982	21 043 784	0
B. Total engagements liés au financement				
C. Total autres engagements donnés				
I. Total engagements donnés (A+B+C)	26 719 766	5 675 982	21 043 784	0
Engagements reçus (à détailler)				
Loyer Ivry	26 969 568	5 628 432	21 341 136	0
II. Total engagements reçus	26 969 568	5 628 432	21 341 136	0
Engagements réciproques (à détailler)				
III. Total engagements réciproques				

- **Effectif**

EFFECTIF	Effectif moyen salarié		Effectif moyen mis à la disposition de l'entreprise		Effectif moyen global	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Ingénieurs et Cadres	27	30	0	0	27	30
Agents de maîtrise	0	2	0	0	0	2
Employés et techniciens	0	0	0	0	0	0
Ouvriers	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0
TOTAL	27	32	0	0	27	32

- **Rémunérations allouées aux membres des organes de direction**

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à mentionner une rémunération individuelle.

- **Honoraires des Commissaires aux Comptes**

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et, le cas échéant, au titre des autres prestations réalisées sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe La Poste

- **Société Consolidante**

Les comptes annuels de Docaposte sont consolidés par intégration globale dans les comptes de :

Groupe La Poste

Immatriculée sous le numéro : 356 000 000 RCS PARIS

Siège Social : 9, Rue du Colonel AVIA – 75015 PARIS

La copie des comptes consolidés du Groupe peut être obtenue à l'adresse ci-avant.

DOCAPOSTE
Société par Actions Simplifiée au capital de 90 000 000 euros
Siège social : 45-47 boulevard Paul Vaillant Couturier
94200 Ivry sur Seine
RCS Créteil 493 376 008

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 30 JUIN 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le 30 juin,

[...]

PREMIERE DECISION

(Approbation des comptes pour l'exercice 2022)

L'Associée Unique, connaissance prise du rapport de gestion de la société durant l'exercice clos le 31 décembre 2022 et du rapport du commissaire aux comptes, **approuve les comptes** dudit exercice, comprenant le compte de résultat, le bilan et son annexe, tels qu'ils ont été présentés et qui se soldent par une perte de 44 284 172,40 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Associée Unique **constate**, conformément à l'article 223 quater du Code Général des Impôts, qu'aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts au cours de l'exercice écoulé.

L'Associée Unique **prend acte** également, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

En conséquence, l'Associée Unique **donne** quitus de sa gestion au Président pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION

(Affectation du résultat pour l'exercice 2022)

L'Associée Unique, **décide** d'affecter la perte de l'exercice 2022 comme suit :

Résultat de l'exercice	(44 284 172,40)	Euros
Affectation au compte de réserve indisponible	(44 284 172,40)	Euros
Report à nouveau au 31 décembre 2022.....	(75 748 637,12)	Euros
Report à nouveau au 31 mars 2023 à la suite à la réduction de capital	0	Euro
Solde du report à nouveau après affectation	0	Euro

Il est ensuite indiqué qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des exercices 2021, 2020 et 2019.

[...]

QUATRIEME DECISION
(Pouvoirs pour les formalités)

L'Associée Unique **donne** tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Olivier VALLET